

Alimentation

- 1 %

La baisse annuelle de la consommation de viande en France.

Multinationales

Le poids des firmes

Surtout implantées au Etats-Unis, au Royaume uni et en Allemagne, les multinationales françaises dégagent l'équivalent de la moitié du PIB national.



Filiales à l'étranger
37.000



Salariés
5,5 millions



Chiffre d'affaires
9,4 milliards d'€

Source : Insee

Transports

- 6%

Le recul du trafic passagers en novembre pour Eurotunnel.

Économie

Crédit mutuel.

Le tribunal de l'UE déboute Arkéa

Le Tribunal de l'Union européenne a rejeté, hier, un recours déposé par le Crédit mutuel Arkéa qui contestait la supervision par la BCE de l'ensemble Crédit mutuel via la Confédération nationale du Crédit mutuel (CNCM). Le groupe bancaire breton, basé au Relecq-Kerhuon (29), qui prend acte de cette décision, estime qu'elle « ne modifie en rien la situation actuelle puisque la BCE supervise déjà le Crédit mutuel via la CNCM depuis 2015 ». Il va désormais se pourvoir devant la Cour de Justice de l'Union Européenne, considérant que « la BCE n'est pas fondée à superviser le Crédit mutuel Arkéa via la CNCM qui n'est qu'une association ». Arkéa se félicite, par ailleurs, que le tribunal considère « qu'une sortie du Crédit mutuel Arkéa de la CNCM est une hypothèse tout à fait possible ».

Ouibus. Création d'un réseau européen



Photo Claude Prigent

Ouibus s'allie avec trois transporteurs européens. L'objectif est de proposer une offre commune couvrant dix pays et 300 destinations. La filiale de la SNCF s'associe ainsi avec National Express au Royaume-Uni, Alsa en Espagne et Marino Bus en Italie. « L'idée est de proposer à nos clients des correspondances entre nos différents réseaux », explique Roland de Brabant, P-DG de Ouibus. Chacune des compagnies assurera la commercialisation et la distribution de cette offre commune sur son territoire, selon Les Echos.

TPE-PME bretonnes. Toujours au top

Philippe Créhange

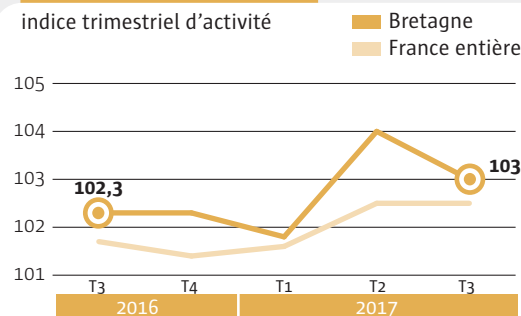
Le Télégramme publie en exclusivité les résultats de l'enquête Statexpert pour les TPE-PME, établie par l'Ordre des experts-comptables de Bretagne pour le troisième trimestre.

Le baromètre des TPE/PME bretonnes

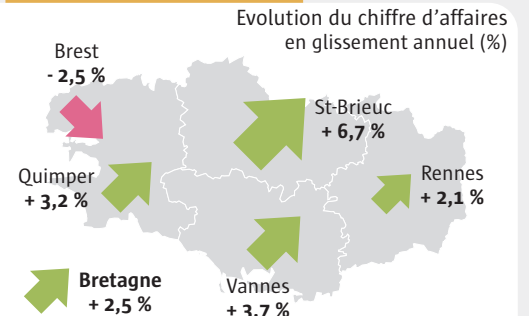
ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES Région Bretagne

Le Télégramme

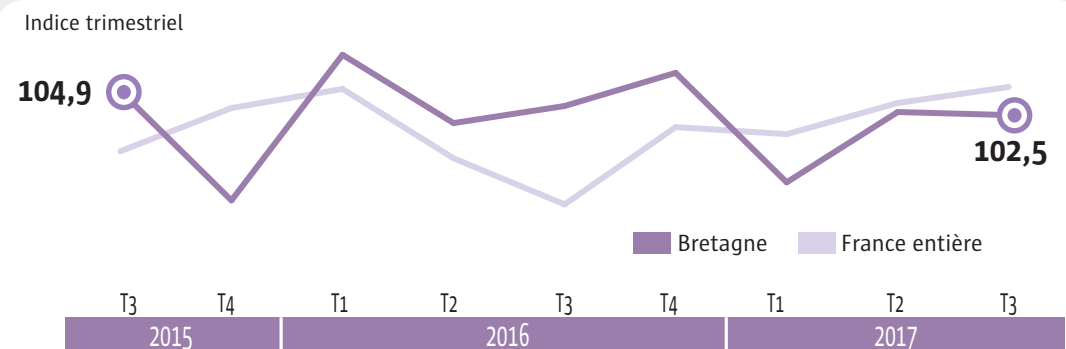
Activité



Chiffre d'affaires T3 2017



Investissement



Tout va toujours aussi bien sous le ciel breton. Avec un chiffre d'affaires journalier en progression de 3 % en moyenne au cours du troisième trimestre 2017, par rapport à la même période de 2016, la région se situe au-dessus de la moyenne nationale (+ 2,5 %). Une croissance régionale moins soutenue que pour le deuxième trimestre (+4 %) mais qui s'explique par une année 2016 bien orientée à la même époque. « La situation perdue, avec une croissance homogène partout : tailles d'entreprises, secteurs, départements... », se félicite Stéphane Kerdat, président de l'Ordre des experts-comptables de Bretagne.

Preuve en est, le chiffre d'affaires non corrigé des jours ouvrés affiche sa deuxième plus forte croissance depuis la création du baromètre début 2015. Avec un

jour de moins. « La performance du troisième trimestre est donc bel et bien exceptionnelle », commente les professionnels du chiffre.

Vannes en forme Brest à la traîne

Si les TPE et PME d'Ille-et-Vilaine continuent de tirer la croissance vers le haut, les autres entreprises bretonnes ne sont pas en reste. Notamment dans le Morbihan, et en particulier à Vannes, qui enregistre un chiffre d'affaires en forte augmentation d'un trimestre à l'autre (+3,7 % pour le troisième). Une situation qui se ressent sur le terrain. Expert-comptable dans le Morbihan, Stéphane Kerdat constate, par exemple, auprès des professionnels de l'immobilier que les biens à la vente se raréfient dans le pays vannetais. « Depuis sep-

tembre-octobre, ils n'ont plus rien. Et dès qu'une maison est mise sur le marché, elle part vite. » La conséquence indirecte d'une économie en bonne forme et d'une forte attractivité du territoire.

Plus préoccupante : la baisse régulière depuis neuf mois du chiffre d'affaires des entreprises brestoises, avec un pic ce trimestre (-2,5 %). La seule grande ville de la région dans ce cas de figure.

Autre signe d'une économie régionale dynamique, les dépenses d'investissements ont encore progressé (+2,5 %). Soit la septième fois sur les neuf derniers trimestres. Petit bémol, depuis trois trimestres, la progression est moins forte que la moyenne nationale. L'optimisme est toutefois de mise, ce qui n'est d'ailleurs pas sans poser de pro-

blème sur le plan de l'emploi. Dans tous les métiers, les chefs d'entreprises continuent d'avoir des difficultés à trouver les bons profils.

Le CITE inquiète

Plus globalement, si la situation politique du moment semble satisfaire les entrepreneurs, « plusieurs sujets créent quelques sources d'inquiétude », note Stéphane Kerdat. Et de nommer en particulier le CITE (crédit d'impôt pour la transition énergétique). « Des discussions ont eu lieu pour le diminuer ou le restreindre. Une solution transitoire a été trouvée jusqu'en mars. Mais le manque de clarté interpelle les dirigeants. »

Le maintien du prélèvement à la source, confirmé pour 2019, est également source d'interrogation.